

PRODUCTION DE MÉDICAMENTS

AstraZeneca et Biopharm signent un accord

Djamel Ould Abbès, ministre de la Santé, a annoncé hier que le volume d'investissement étranger direct pour les deux dernières années concernant le marché du médicament est estimé à 364 milliards de dollars.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé, en présence de Mohamed Benmeradi, ministre de l'Industrie et de la PME, assistait à la formation d'une joint-venture entre AstraZeneca et Biopharm ayant pour objet la construction d'une unité de production dans la région d'Alger.

Selon ses initiateurs, l'accord devrait générer des investissements et participer à la modernisation et au développement du secteur pharmaceutique. La nouvelle usine produira les médicaments AstraZeneca pour différents types de pathologies dont les cardiovasculaires, neurologiques et

oncologiques. Tarek Rabah, vice-président d'AstraZeneca, a déclaré que le projet entre dans le cadre du renforcement de la production locale du médicament et la participation au projet du secteur visant à couvrir par la production locale 70% des besoins nationaux en médicaments à l'horizon 2014.

Pour sa part, M. Benmeradi expliquera qu'en plus de la production des médicaments, les investisseurs doivent s'orienter vers les équipements. Le ministre de la Santé dira aussi que Saidal et Biopharm réalisent le deuxième chiffre d'affaires après un laboratoire étranger, dont il n'a pas cité



L'accord devrait participer à la modernisation du secteur pharmaceutique.

le nom, rappelant aussi que, depuis deux années, les importations de médicaments doivent être

accompagnées de la production.

Il notera, aussi, que tout projet doit être accompagné des volets

formation, transfert des technologies, garantie et maintenance.

AstraZeneca est une compagnie internationale pharmaceutique, dont les principales activités sont axées sur la recherche, le développement et la commercialisation de médicaments.

Le laboratoire opère dans plus de 100 pays. Biopharm fait partie des distributeurs en Algérie et produit également à travers une usine aux normes internationales, selon son premier responsable M. Kerrar. Ce dernier dira que la relation avec AstraZeneca permettra d'apporter un réel transfert de technologie et de savoir-faire et renforcera les capacités de production nationale.

Les deux laboratoires sont actuellement en phase de soumettre leur dossier pour obtenir l'approbation finale des autorités.

F.-Z. B.

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UNESCO EN VISITE EN ALGÉRIE

«Renforcer les relations de coopération»

Selon la directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Mme Irina Bokova, en visite de travail officielle de trois jours en Algérie, depuis dimanche dernier, l'Algérie et l'Unesco entretiennent déjà des relations «privilegiées».

Le but de cette visite, souligne-t-elle, est de renforcer cette relation déjà «très active». Irina Bokova dont c'est la première visite officielle en Algérie depuis son élection en 2009 à la tête de l'Unesco, a rappelé que les contributions de l'Algérie dans la protection du patrimoine mondial et son élection pour le troisième mandat en tant que membre du conseil exécutif sont la preuve de cette relation «très dynamique». Par ailleurs, l'hôte de l'Algérie s'est vu décerner, hier, le titre de docteur honoris causa dans les sciences humaines par le recteur de l'université d'Alger, Tahar Hadjar «pour ses efforts dans les domaines de la politique, de l'éducation, de la culture et de la science».

Irina Bokova, première femme élue directrice générale de l'Unesco en novembre 2009, a souligné que l'Algérie possède sept sites historiques classés patrimoine mondial et les relations de coopération entre l'Algérie et l'organisation onusienne dans le domaine de l'éducation sont de longue date.

S. A.

PRATICIENS SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ PUBLIQUE

La grève du 15 avril maintenue

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), maintient sa grève illimitée à partir du 15 avril prochain. Le lendemain, un rassemblement est également prévu, devant le ministère de la Santé.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Malgré les intimidations, les retraits sur salaires et le blocage des rappels de salaires de 2008-2009, les médecins spécialistes sont déterminés à défendre leurs droits et sauver le secteur de la santé publique», a affirmé le D' Youcef Yousfi,

président du SNPSSP hier, à Alger.

Des «manœuvres» qu'il qualifie d'«abus de pouvoir de la part du ministère de la Santé, face à l'indifférence totale du gouvernement».

Le syndicaliste dénonce ainsi la «rupture unilatérale» du dia-

logue entre son organisation syndicale et la tutelle depuis octobre dernier. «Où est le dialogue dont parle le ministre ?», s'est-il interrogé.

Il dénonce également le «mépris» vis-à-vis des médecins spécialistes et le comportement de la tutelle envers eux. Pour preuve, poursuit-il : «Suite au dépôt du préavis de grève, nous avons été conviés à une réunion de conciliation avec la tutelle. Prévue dans un Institut paramédical, loin du ministère

de la Santé, et en présence d'un directeur central, la rencontre n'a pas eu lieu car nous avons exigé la présence du ministre.»

Par ailleurs, le D' Yousfi a tenu à souligner qu'il fait objet de «menaces» à maintes reprises, et ce, depuis plusieurs semaines. D'ailleurs, note-t-il, «mes téléphones personnel et professionnel sont mis sous écoute». Des intimidations qui ne le font cependant pas reculer.

R. N.

PROCÈS DE L'AFFAIRE ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

L'audition attendue du principal mis en cause

Achour Abderrahmane a-t-il réellement bénéficié de la complicité des cadres supérieurs de la BNA ? Si ce n'était pas le cas, quelle est, dès lors, la stratégie mise en place par le milliardaire de Koléa ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, au septième jour du procès, à l'audition de Amari Mohamed et Dahmani Ahmed respectivement ex-directeur d'exploitation régional et ex-directeur régional de la succursale de Koléa, rien n'indiquait que le «hold-up» a eu lieu de connivence avec de hauts cadres de

la banque. Le président du tribunal criminel a eu beau essayer d'arracher des aveux aux deux responsables de la BNA, en vain. «Ma responsabilité est à la fois limitée et définie par la réglementation bancaire.

C'est du fait qu'on a cité mon nom que je me retrouve en prison», a souligné Amari. C'est dans cette optique que le juge demande à l'ex-directeur d'exploitation «s'il connaît et entretenait des relations avec Achour Abderrahmane et Ainouche».

«Non, M. le président, je n'ai aucune relation ni de contact avec ces deux personnes.» Comme son prédécesseur, l'ex-

directeur régional lancera à l'adresse du tribunal criminel que les «responsabilités doivent être définies et situées dans cette affaire». Cela dit, au moment où nous mettons sous presse, soit vers les coups de seize heures passées de quelques minutes, le président du tribunal criminel a entamé l'audition du principal mis en cause dans cette affaire.

Il s'agit de Achour Abderrahmane qui doit répondre de plusieurs chefs d'inculpation. Nous reviendrons plus en détails dans notre prochaine édition.

A. B.

INHUMATION DU GÉNÉRAL SAHNOUN À AZAZGA

Émouvant hommage au chirurgien des maquis

Le général Sahnoun Abdellah dit «Si Abdellah» décédé dimanche, à l'âge de 77 ans, des suites d'une maladie a été inhumé hier dans sa ville natale d'Azazga en présence d'une nombreuse foule.

Outre les autorités civiles et militaires et l'ONM de Tizi-Ouzou, de nombreux moudjahidine parmi ses compagnons d'armes de l'ex-Wilaya III historique se sont recueillis sur la dépouille de celui qui fut l'un des premiers maquisards de la région.

Présent parmi la foule, au même titre que les généraux Toufik et Bouchareb, le général-major Touati dira que le défunt était «un homme remarquable de

dévouement pour la cause nationale en général et les services de santé militaire en particulier. En tant que responsable militaire zonal, il jouissait de l'estime des moudjahidine qui ont bénéficié de ses soins».

Le moudjahid Ouazar Idir qu'il avait soigné au djebel et son adjoint Mohamed Chabane des «hôpitaux militaires» du maquis corroborent les nombreux témoignages du cœur, de tous ceux



Photo : DR

qu'il avait soignés des graves blessures de guerre.

«On a opéré sans anesthésie, amputé et soigné avec des moyens d'un autre âge, refermé les plaies avec du fil de cordonnier comme le font les hôpitaux modernes aujourd'hui et avec une formation sommaire de secourisme au sein des scouts», se rappellera avec émotion Mohamed Chabane. Sa carrière d'infirmier major au maquis se poursuivra dans les hautes fonctions qu'il a assumées après l'indépendance, dans la santé militaire, après avoir été nommé en 1960 comme chef de région du MALG en zone 4.

Il fut tour à tour directeur général des services de santé, commandant de l'Ecole nationale des services de santé militaire, directeur régional, directeur de l'Ecole des services de santé militaire, puis directeur de la Caisse de sécurité sociale et de prévoyance de l'armée, et enfin directeur central des services de santé militaire.

Discret, il montrera son humilité dans l'affaire de l'expropriation des propriétaires terriens pour le projet d'évitement de la ville d'Azazga en se refusant d'intervenir, en dépit du fait qu'il était largement touché par l'opération.

S. Hammoum